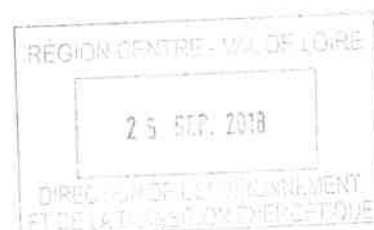
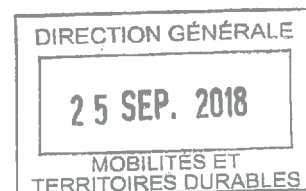


BORDEREAU DE TRANSMISSION DU COURRIER DE CATEGORIE 1

Date envoi du courrier : 21/09/2018	Date reception : 24/09/2018	N° d'enregistrement :
Emetteur : SITREVA		2419
Objet : AVIS DUR LE PRFGD		
Réponse non requise : <input type="checkbox"/>		

Elu	Signataire	Pilote	Copie	Elu	Signataire	Pilote	Copie
PRESIDENT				DOMINIQUE ROULLET			
MARC GRICOURT				AGNES SINSOULIER-BIGOT			
CATHY MUNSCH-MASSET				PHILIPPE FOURNIE			
MICHELLE RIVET				ANNE BESNIER			
ISABELLE GAUDRON				CHARLES FOURNIER		X	
HAROLD HUWART				CHRISTELLE DE CREMIERS			
ANNE LECLERCQ				MOHAMED MOULAY			
Copie autres élus							

Affectation	Pilote	Copie
CAB		X
Affectation	Pilote	Copie
DGS		
DTNC		
ERCVL		
SG		
DGMTD		
DAT		
DEIN		
DETE	X	
DTMD		
DGFREE		
DE		
DFP		
AgrEF		
Tourisme		
DESRTT		
DGEECVC		
DAFSS		
DCP		
DEJ		
DPECS		
DPOF		
DS		
DGOR		
DASJ		
DF		
DMG		
DSI		
DGARH		
DCAP		
DOMC		
DPSET		
Organisme(s) extérieur(s)		



Rambouillet, le 21 septembre 2018



Le Président de Sitreva
à
Monsieur François Bonneau
Président
Région Centre-Val de Loire
Hôtel de Région
9 rue Saint-Pierre Lentin
CS 94117
45041 ORLEANS Cedex 1

N/réf. : BP/DF/JA n°650/2018
Affaire suivie par : Daniel FLICOURT
Tél : 01.34.57.12.22 - fax : 01.30.41.83.89
Service : Direction générale des services

Objet : Avis sur le projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) adopté par la Commission Consultative et d'Élaboration et de Suivi (CCES) du plan le 18 mai 2018 (article R 541-22 du code de l'environnement)

Monsieur le Président,

Par courrier du 22 mai dernier vous m'avez adressé **pour avis** le projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) élaboré conformément aux dispositions des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement approuvé le 18 mai 2018 par la CCES.

Par délibération du 21 septembre, le comité syndical de SITREVA a rendu un avis défavorable sur le projet de plan que vous m'avez communiqué compte tenu de ce que ce projet remet en cause l'existence même de SITREVA.

SITREVA considère plus particulièrement que les restrictions posées en page 279 du projet de plan dans le chapitre H.3. *Installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer* sont entachées d'une erreur manifeste d'appréciation en ce qu'elles ne tiennent aucun compte des situations existantes que ce soit sur un plan institutionnel, opérationnel ou économique.

Il est ainsi prévu que :

Le Plan souhaite, pour les déchets non dangereux (OMr / DAE / DBTP) :

- tout d'abord **prioriser l'acceptation des déchets produits en région dans les installations régionales de traitement, tout en respectant le principe de proximité et en limitant le transport en distance. Les flux de déchets sont donc autorisés au sein du territoire régional entre les 6 départements de la région Centre-Val de Loire.**
- puis autoriser l'import de déchets dans les installations régionales de traitement, pour les déchets en provenance des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation de traitement concernée, dans la limite des capacités existantes.

Il en résulte que le Plan entend limiter l'importation de déchets et donc le traitement de déchets dans les installations implantées sur le territoire régional aux seuls déchets produits sur le territoire régional ou sur le territoire de l'un des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation.

Cette limitation se veut une application du principe de proximité.

Or, comme cela est très justement rappelé à plusieurs reprises par le plan, si le principe de proximité consiste à assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production, la détermination de l'échelle territoriale pertinente doit s'apprécier en fonction de la nature des déchets, de l'efficacité environnementale et technique, de la viabilité économique des modes de traitement envisagés et disponibles à proximité, des débouchés existants et des conditions techniques et économiques associées à ces débouchés¹.

L'application du principe de proximité suppose donc de tenir compte des réalités institutionnelles et économiques du territoire.

Ce n'est pas ce qui a été fait, à ce stade, par le projet de plan.

1 – ABSENCE DE PRISE EN COMPTE DE LA REALITE INSTITUTIONNELLE

De ce point de vue, SITREVA s'interroge sur l'absence totale de prise en compte de sa spécificité et des contraintes particulières qui lui sont propres.

L'usine de traitement de SITREVA est implantée sur le territoire de la Commune de Ouarville en Eure et Loir.

SITREVA est toutefois un syndicat interrégional puisqu'il est composé de :

- SICTOM de la région d'Auneau (Départements de l'Essonne et de l'Eure-et-Loir) ;
- SICTOM de la région de Rambouillet (Département des Yvelines) ;
- SICTOM de la région de Châteaudun (Départements d'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher) ;
- Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile-de-France (CCPEIDF) (Département d'Eure-et-Loir) ;
- Syndicat Mixte pour la Collecte le Traitement des déchets et leur Valorisation et la Production d'Énergie (SMCTVPE) (Département de l'Essonne) ;

L'usine de Ouarville est donc l'usine de traitement **commune à l'ensemble des membres de SITREVA**.

Le PRPGD doit donc tenir compte de cette situation.

De ce point de vue, il aurait été préférable de ne pas limiter la réflexion au seul territoire de la Région mais d'intégrer l'ensemble du périmètre de SITREVA dans cette réflexion, ce périmètre étant, en l'état actuel, celui qui doit servir de référence.

Il n'est pas inutile de rappeler que, conformément à l'article R 541-16 I du code de l'environnement, l'état des lieux du PRPGD doit tenir compte de l'origine des déchets actuellement traités sur le territoire.

Il ne peut donc être fait comme si l'usine de Ouarville était une usine exclusivement destinée à traiter les déchets produits sur le territoire de la Région Centre-Val de Loire.

Ce n'est pas le cas.

¹ voir pages 21 et 22 ; 176 et 195 du projet de plan

Le Préfet d'Eure-et-Loir ne s'y était d'ailleurs pas trompé lorsque par son arrêté du 31 mai 2016 *portant modification de la répartition de l'origine géographique des déchets et mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations exploitées par la société VALORYELE sur la Commune de Ouarville* il avait interprété la limitation posée par le Plan départemental des déchets ménagers et assimilés d'Eure et Loir à l'importation des déchets, en considérant qu'il fallait considérer SITREVA dans son ensemble comme intégré dans le périmètre du plan.

Il relevait ainsi :

Article 2 : Origine géographique des déchets

L'article 15.2 "Origine géographique des déchets" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 est modifié par l'article suivant :

« L'origine géographique des déchets admis sur l'installation correspond au périmètre du Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés d'Eure-et-Loir. Elle peut être étendue aux départements voisins de l'Eure-et-Loir et du périmètre du SITREVA dans la limite de 40 000 tonnes par an et dans les conditions prévues par Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés susvisés. Toute modification notable de l'origine géographique indiquée ci-dessus doit être portée avant sa mise en œuvre à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Cette façon de procéder permettait de ne pas considérer les déchets produits par les membres de SITREVA et traités dans l'usine de Ouarville comme des déchets importés.

Il conviendrait alors de considérer comme intégrés dans le périmètre du plan l'ensemble des membres de SITREVA qui pourrait donc accueillir dans son usine de Ouarville des déchets produits par des départements limitrophes aux Départements des Yvelines et de l'Essonne situés en Ile de France.

Pour ce seul motif le projet de plan doit être revu en ce qu'il considère l'usine de Ouarville comme exclusivement destinée à traiter les déchets produits sur le territoire de la Région et accessoirement ceux produits par les membres de SITREVA et en ce qu'il qualifie de déchets « importés » les déchets produits par ceux des membres de SITREVA implantés hors de la Région Centre-Val de Loire.

2- ABSENCE DE PRISE EN COMPTE DE LA REALITE OPERATIONNELLE ET ECONOMIQUE DE L'USINE DE OUARVILLE

Pour s'en convaincre encore, il convient de constater que le projet de plan ne tient aucun compte des réalités opérationnelles et économiques de l'usine de traitement de Ouarville.

L'état des lieux aurait dû conduire les rédacteurs du projet de plan à constater que l'usine de traitement de Ouarville dispose d'une capacité de traitement actuelle de 125 000 à 135 000 tonnes de déchets par an et **que les membres de SITREVA ne peuvent lui apporter qu'environ 75 000 tonnes de déchets par an.**

Cela est notamment lié aux évolutions institutionnelles ayant affecté SITREVA au cours de l'année 2016 qui ont conduit à la sortie de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais de SITREVA.

Il reste que la viabilité économique de l'usine de Ouarville implique de **combler les vides de fours** pour environ 60 000 tonnes par an ce qui **impose** à SITREVA et à l'exploitant de l'usine de pouvoir conclure des accords avec des structures situées à **proximité immédiate de son périmètre.**

De fait, comme le plan le relève à juste titre, le territoire de la Région Centre-Val de Loire est en surcapacité de traitement. Il est donc parfaitement illusoire de penser que SITREVA pourrait conclure des accords avec des collectivités, EPCI ou syndicats implantés dans la Région Centre-Val de Loire pour le traitement de leurs déchets.

Par ailleurs, rien ne justifie que le plan adopte une approche uniquement régionale alors que les dispositions du VIII de l'article L 541-13 du code de l'environnement rappellent qu'il convient de tenir compte de la réalité institutionnelle et économique.

Ainsi rien ne justifie que le plan admette que l'usine de Ouarville puisse accueillir des déchets de tous les départements de la Région Centre-Val de Loire et limite dans le même temps sa capacité à accueillir des déchets produits en dehors de la Région aux seuls départements limitrophes du Département d'implantation de l'installation de traitement.

Si l'on se fonde sur le principe de proximité, il n'y a pas lieu de traiter différemment les départements selon qu'ils sont inclus dans le périmètre régional ou non.

En l'état actuel du projet de plan, l'usine de Ouarville pourrait donc accueillir des déchets provenant du Département de l'Indre ou du Cher situés à l'autre bout de la Région (plus de 200 km entre Ouarville et Châteauroux et plus de 170 km entre Ouarville et Bourges) mais ne pourrait pas accueillir des déchets des Hauts de Seine (80 km de Nanterre) ou du Val de Marne (84 km de Créteil).

Cette situation révèle donc l'existence d'une erreur manifeste d'appréciation.

En tout état de cause et comme il a été dit, le plan régional des déchets ne peut avoir pour objet ou pour effet de remettre en cause l'organisation institutionnelle librement choisie par des collectivités territoriales.

En remettant en cause la viabilité économique de l'usine de Ouarville et en fragilisant l'existence de SITREVA, le plan méconnaît les dispositions de l'article 72 de la Constitution qui protègent la libre administration des collectivités territoriales dont celles de se regrouper et qui prohibe la tutelle d'une collectivité territoriale sur une autre.

Il n'appartient pas à la Région de décider de l'organisation institutionnelle des collectivités implantées ou non sur son territoire.

Pour ces seuls motifs, le projet de plan est parfaitement contestable en ce qu'il fait abstraction de la situation spécifique de SITREVA.

Si le plan peut légitimement encadrer le transport des déchets, il doit le faire en tenant compte :

- Des réalités géographiques et sans s'arrêter aux limites territoriales de la Région ;
- Des réalités économiques et sans s'arrêter aux limites territoriales de la Région ;
- Des réalités institutionnelles en tenant compte de l'existence sur son périmètre d'un syndicat de traitement des déchets interrégional ;

Enfin, il échet de constater que dans sa partie H.3. *Installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer* le projet de plan ne fait état d'aucun projet de fermeture d'installation.

Il est ainsi relevé en page 278 du projet de plan que :

Par ailleurs, les capacités régionales de traitement des déchets résiduels sont actuellement excédentaires avec :

- plus d'1 million de tonnes de capacités³⁵ de stockage des déchets non dangereux non inertes pour un peu moins de 770 000 tonnes de déchets stockées en 2014 dont 665 400 tonnes produites en région ;
- plus de 650 000 tonnes de capacités³⁹ d'incinération (avec ou sans valorisation énergétique) pour 630 000 tonnes de déchets incinérés en 2014, dont un peu moins de 530 000 tonnes produites en région.

Tant que la région est en surcapacité de stockage et/ou d'incinération, le plan n'autorise pas la création de nouvelles installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes, l'extension des capacités et l'extension géographique des sites actuels, et la reconstruction d'installations si les installations existantes venaient à fermer. Ne sont pas pris en considération les outils de traitement et de valorisation des déchets réalisés sur le même site que leur production.

S'il n'est prévu la création d'aucune installation, il n'est pas prévu non plus la fermeture d'installations.

Le plan ne prévoyant aucune fermeture d'installation, il ne doit pas avoir pour effet de conduire à la disparition de certaines installations.

Tel est pourtant l'effet de la disposition prévoyant de limiter l'importation de déchets aux seuls départements limitrophes de l'installation.

Plus largement, le projet de plan affecte l'existence même de SITREVA dont le seul objet est d'assurer le traitement des déchets de ses membres.

De fait, interdire à SITREVA de renouveler ses partenariats pour combler les vides de fours revient à remettre en cause la viabilité de l'installation et conduira inmanquablement à la disparition de SITREVA dont les membres ne pourront accepter et supporter une augmentation des contributions qui seront alors nécessaires.

Comme il a déjà été dit, un projet de plan ne peut avoir pour objet ou pour effet de remettre en cause l'organisation institutionnelle que des collectivités territoriales ont décidé de mettre en œuvre.

Dès lors que la disposition litigieuse est susceptible de remettre en cause l'existence même de SITREVA, elle doit être regardée comme contraire au principe de libre administration des collectivités territoriales et susceptible de révéler une tutelle de la Région sur lesdites collectivités.

Il y a donc là une violation directe de l'article 72 de la Constitution.

En conclusion, SITREVA considère qu'à ce stade le projet de plan remet en cause la viabilité de l'usine de Ouarville en interdisant à SITREVA ou à son concessionnaire de renouveler les partenariats qui permettent d'assurer la viabilité économique de l'usine et, ce faisant, remet en cause l'existence même de SITREVA.

Si une modification du plan n'était pas envisageable sur le point spécifique des conditions d'importation de déchets, il conviendrait, *a minima*, d'assimiler le périmètre de SITREVA au territoire régional et d'étendre la possibilité d'importation des déchets aux départements limitrophes des départements implantés en Région Centre-Val de Loire et du périmètre de SITREVA.

C'est la seule manière de permettre à l'usine de SITREVA de poursuivre ses activités.

Vous comprendrez, dans ces conditions, l'avis de SITREVA ne sur le projet de PRPGD que vous lui avez soumis est **négatif**.

J'adresse naturellement copie de la présente aux Préfets de la Région Centre-Val de Loire, de la Région Ile de France et du Département d'Eure et Loir ainsi qu'à Madame la Présidente de la Région Ile-de-France.

Je me tiens, naturellement, à votre entière disposition ainsi qu'à celle de vos équipes pour échanger sur ces difficultés et trouver une rédaction permettant de garantir la survie de SITREVA.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.

Le Président de SITREVA



Benoît PETITPREZ



Pièce jointe : Délibération du comité syndical de SITREVA n°2018-39 du 20 septembre 2018

Copies :

- M. Jean-Marc Falcone, Préfet de la Région Centre-Val de Loire
- M. Michel Cadot, Préfet de la Région Ile-de-France ;
- Madame Sophie Brocas, Préfète du Département d'Eure et Loir ;
- Madame Valérie Péresse, Présidente de la Région Ile-de-France ;

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SYNDICAL

N°2018-39

Date de la séance :
Jeudi 20 septembre 2018

Date de convocation :
Vendredi 14 septembre 2018

Date d'affichage :
Vendredi 14 septembre 2018

Nombre de délégués en exercice :
Titulaires : 46
Suppléants : 44

Présents :
Titulaires : 22
Suppléants : 11

Votants : 33

Objet : Avis sur le projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Région Centre-Val de Loire

Le Jeudi 20 septembre deux-mille-dix-huit à dix-neuf heures trente, le Comité Syndical, dûment convoqué, s'est réuni au 19 rue Gustave Eiffel à Rambouillet sous la présidence de Monsieur Benoît PETITPREZ, Président de SITREVA.

Etaient présents :

M. Benoît PETITPREZ **Président**,

MM. Daniel BONTE, Pierre-Yves KOPPE, Mme Chantal RANCE • MM. Jean-Louis BAUDRON, Éric SEGARD • M. Jean-Yves DEBALLON • MM. Daniel MORIN, Jacques GEFFROY, **Vice-présidents**,

M. Norbert BUREAU, Mme Chantal BURGHOFFER, MM. Xavier CARIS, Bernard JOUVE, Mme Brigitte POINCELIN, M. Guy POUPART • M. Jacques BEASLAY, Mme Patricia BERNARDON, M. Pierre BONNEAU • MM. Jean-Yves GASNIER, Dominique GUERTON, Mme Liliane HISSELI • M. Patrick OCZACHOWSKI, **conseillers syndicaux titulaires**,

MM. Stéphane BARGIARELLI, Fabrice BEQUET, Jacques FORMENTY, Hervé GODEAU, Pierre MAHON, Bertrand POUJOL DE MOLLIENS, Jacky VANSON, Alain VIAL • M. Alexandre TCHERNETZKY • MM. Bertrand CHENEAU, Alain MERCERON, **conseillers syndicaux suppléants votants**.

Etaient excusés : M. Marc ALLES, Mmes Francine BERTRAND, Sylvie CHEVALLIER, MM. Thierry CONVERT, Hervé DUPRESSOIR, Jean-Louis FLORES, Frédéric MONTEGUT, Ismaël NEHLIL • MM. Jean-Michel DUBIEF, Alain LAJUGIE, Mme Yolande LETORT • M. Emmanuel BIWER, Mme Sandrine FATIMI, MM. Serge HENAULT, Gaëtan ROUSSEAU, Jean-Paul VASSORT • M. Pierre BILIEN, Mme Nicole CAILLEAUX, MM. Stéphane LEMOINE, Dominique MAILLARD, Mme Jocelyne PETIT, M. Jean-Pierre RUAUT • M. Xavier DUGOIN, Mme Anne THIBAUT,

Secrétaire de séance : Mme Liliane HISSELI

Le Comité syndical,

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Code de l'environnement et notamment son article R 541-22 ;

Vu le projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la Région Centre-Val de Loire adopté par la Commission Consultative et d'Élaboration et de Suivi (CCES) du plan le 18 mai 2018 ensemble le rapport environnemental qui l'accompagne

Considérant que la Région Centre-Val de Loire a notifié à SITREVA son projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et qu'il appartient à SITREVA de donner son avis sur ce projet.

Considérant que le projet de PRPGD de la Région Centre-Val de Loire a vocation à planifier la gestion des déchets sur le territoire de la Région Centre-Val de Loire pour une période de 6 à 12 à compter de son approbation.

Considérant que les décisions individuelles et réglementaires qui seront prises par les autorités compétentes en matière de traitement et gestion des déchets devront être compatibles avec les objectifs fixés par le plan.

Considérant que, dans cette mesure, le plan est susceptible d'affecter la situation et l'activité de SITREVA ainsi que les choix opérés par les collectivités membres de SITREVA de gérer en commun la compétence traitement des déchets ménagers.

Considérant que le projet de plan aurait dû se faire en concertation étroite avec l'ensemble des acteurs des « déchets » implantés sur le territoire.

Considérant toutefois que, comme le relève le projet de plan (article A.1.6), la Région Centre-Val de Loire a cru devoir s'inscrire dans un calendrier particulièrement contraint ne permettant pas une vraie concertation avec l'ensemble des acteurs.

Considérant que, dans cette mesure, le projet de plan ne tient compte ni des réalités institutionnelles du territoire régional ni des réalités opérationnelles et économiques de SITREVA.

Considérant que le chapitre H.3. Installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer (page 279) prévoit d'importantes restrictions au transport des déchets de nature à remettre en cause la viabilité de l'usine de traitement des déchets de Ouarville et, à terme, l'existence et la raison d'être de SITREVA.

Considérant que le projet de plan prévoit :

Le Plan souhaite, pour les déchets non dangereux (OMr / DAE / DBTP) :

- tout d'abord prioriser l'acceptation des déchets produits en région dans les installations régionales de traitement, tout en respectant le principe de proximité et en limitant le transport en distance. Les flux de déchets sont donc autorisés au sein du territoire régional entre les 6 départements de la région Centre-Val de Loire.
- puis autoriser l'import de déchets dans les installations régionales de traitement, pour les déchets en provenance des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation de traitement concernée, dans la limite des capacités existantes.

Considérant que ces dispositions conduisent à limiter l'importation de déchets et donc le traitement de déchets dans les installations implantées sur le territoire régional aux seuls déchets produits sur le territoire régional ou sur le territoire de l'un des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation.

Considérant que cette limitation se veut une application du principe de proximité.

Considérant que si le principe de proximité conduit à devoir assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production, la détermination de l'échelle territoriale pertinente doit s'apprécier en fonction de la nature des déchets, de l'efficacité environnementale et technique, de la viabilité économique des modes de traitement envisagés et disponibles à proximité, des débouchés existants et des conditions techniques et économiques associées à ces débouchés.

Considérant qu'au cas d'espèce, il n'a été tenu compte ni des réalités institutionnelles ni des réalités économiques du territoire.

Sur l'absence de prise en compte de la réalité institutionnelle :

Considérant que le plan ne tient aucun compte de la situation particulière de SITREVA, syndicat interrégional, dont les membres sont implantés en Région Ile-de-France et en Région Centre-Val de Loire et dont l'usine de traitement est implantée sur le territoire de la Commune de Ouarville en Eure et Loir.

Considérant que l'usine de Ouarville est l'usine de traitement commune à l'ensemble des membres de SITREVA.

Considérant que le PRPGD ne peut faire fi de cette situation et doit tenir compte des organisations institutionnelles préexistantes.

Considérant que, dans ces conditions, il convient d'appréhender l'ensemble du périmètre de SITREVA comme faisant partie intégrante du territoire régional et ne pas pénaliser SITREVA au seul motif que certains de ses membres sont implantés hors de la Région.

Considérant que conformément à l'article R 541-16 I du code de l'environnement, l'état des lieux du PRPGD doit tenir compte de l'origine des déchets actuellement traités sur le territoire.

Considérant que, par conséquent, il ne peut être fait comme si l'usine de Ouarville était une usine exclusivement destinée à traiter les déchets produits sur le territoire de la Région Centre-Val de Loire.

Considérant au demeurant que telle a été la position du Préfet d'Eure et Loir qui a estimé, dans son arrêté du 31 mai 2016 portant modification de la répartition de l'origine géographique des déchets et mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations exploitées par la société VALORYELE sur la Commune de Ouarville que la limitation posée par le Plan départemental des déchets ménagers et assimilés d'Eure et Loir à l'importation des déchets, devait être interprétée en intégrant le périmètre de SITREVA dans le périmètre du plan.

Considérant que le Préfet d'Eure et Loir avait ainsi décidé que :

Considérant que cette façon de procéder permettrait de ne pas considérer les déchets produits par les membres de SITREVA et traités dans l'usine de Ouarville comme des « déchets importés ».

Sur l'absence de prise en compte de la réalité opérationnelle et économique de l'usine de Ouarville :

Considérant que l'état des lieux aurait dû conduire le rédacteur du projet de plan à constater que l'usine de traitement de Ouarville dispose d'une capacité de traitement actuelle de 125 000 à 135 000 tonnes de déchets par an et que les membres de SITREVA ne peuvent lui apporter qu'environ 75 000 tonnes de déchets par an.

Considérant que cette situation est notamment liée aux évolutions institutionnelles ayant affecté SITREVA au cours de l'année 2016 qui ont conduit à la sortie de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais de SITREVA.

Considérant que la viabilité économique de l'usine de Ouarville implique de combler les vides de fours pour environ 60 000 tonnes par an ce qui impose à SITREVA et à l'exploitant de l'usine de pouvoir conclure des accords avec des structures situées à proximité immédiate de son périmètre.

Considérant que comme le relève le projet de PRPGD le territoire de la Région Centre-Val de Loire est en surcapacité de traitement.

Considérant qu'il est par conséquent illusoire de penser que SITREVA pourrait conclure des accords avec des collectivités, EPCI ou syndicats implantés dans la Région Centre-Val de Loire pour le traitement de leurs déchets.

Considérant que rien ne justifie que le projet de plan adopte une approche uniquement régionale alors que les dispositions du VIII de l'article L 541-13 du code de l'environnement rappellent qu'il convient de tenir compte de la réalité institutionnelle et économique.

Considérant que rien ne justifie que le projet de plan admette que l'usine de Ouarville puisse accueillir des déchets de tous les départements de la Région Centre-Val de Loire et limite dans le même temps sa capacité à accueillir des déchets produits en dehors de la Région aux seuls départements limitrophes du Département d'implantation de l'installation de traitement.

Considérant plus particulièrement que si l'on se fonde sur le principe de proximité, il n'y a pas lieu de traiter différemment les départements selon qu'ils sont inclus dans le périmètre régional ou non.

Considérant qu'en l'état actuel du projet de plan, l'usine de Ouarville pourrait donc accueillir des déchets provenant du Département de l'Indre ou du Cher situés à l'autre bout de la Région (plus de 200 km entre Ouarville et Châteauroux et plus de 170 km entre Ouarville et Bourges) mais ne pourrait pas accueillir des déchets des Hauts de Seine (80 km de Nanterre) ou du Val de Marne (84 km de Créteil).

Considérant que cette situation révèle l'existence d'une erreur manifeste d'appréciation.

Considérant que le projet de plan ne peut avoir pour objet ou pour effet de remettre en cause l'organisation institutionnelle librement choisie par des collectivités territoriales.

Considérant qu'en remettant en cause la viabilité économique de l'usine de Ouarville et en fragilisant l'existence de SITREVA, le projet de plan méconnaît les dispositions de l'article 72 de la Constitution qui protègent la libre administration des collectivités territoriales dont celles de se regrouper et qui prohibe la tutelle d'une collectivité territoriale sur une autre.

Considérant qu'il n'appartient pas à la Région Centre-Val de Loire de décider de l'organisation institutionnelle des collectivités implantées ou non sur son territoire.

Considérant, enfin, que le projet de plan est entaché d'une contradiction intrinsèque sur ce point.

Considérant en effet que le chapitre H.3 Installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer ne fait état d'aucun projet de fermeture d'installations.

Considérant que si le projet de plan n'a pas pour objectif la fermeture de certaines installations, il ne peut avoir pour effet d'emporter la disparition de certaines installations.

Considérant qu'en interdisant à SITREVA de renouveler ses partenariats pour combler les vides de fours et assurer la viabilité de ses installations, le projet de plan affecte l'existence même de SITREVA dont l'objet est d'assurer le traitement des déchets de ses membres.

Entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**

Adopte la décision suivante :

Article premier : SITREVA sollicite de la Région Centre-Val de Loire la prise en compte de sa situation spécifique sur les plans territoriaux (implantation sur les territoires des Régions Centre-Val de Loire et Ile de France), institutionnels, économiques et opérationnels.

SITREVA sollicite par conséquent de la Région Centre-Val de Loire la modification des dispositions du chapitre H3 Installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer du projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets qui limitent l'importation de déchets et donc le traitement de déchets dans les installations implantées sur le territoire régional aux seuls déchets produits sur le territoire régional ou sur le territoire de l'un des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation.

SITREVA sollicite de la Région Centre-Val de Loire que son entier périmètre soit traité comme faisant partie intégrante du périmètre du plan et que les déchets des membres de SITREVA implantés hors de la Région Centre-Val de Loire et traités dans son usine de Ouarville ne soient pas considérés comme des déchets importés.

SITREVA sollicite également de la Région Centre-Val de Loire la faculté d'importer des déchets dans des conditions lui permettant de combler les vides de fours soit une capacité d'importation des déchets d'environ 60 000 tonnes.

Article 2 : SITREVA demande en tout état de cause à ce qu'une concertation sur ce point soit engagée avec la Région Centre-Val de Loire afin qu'une solution adaptée à ses spécificités soit trouvée et permette de garantir la pérennité de SITREVA et de son usine de Ouarville.

Article 3 : Dans ces conditions et eu égard à ce qui précède SITREVA rend un avis négatif sur le projet de plan dans sa version actuelle notamment en ce qu'il limite les capacités de traitement de son usine de Ouarville.

Article 4 : Le Président est autorisé à engager toutes les discussions et à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : Le Président est autorisé à engager toute action ou à intervenir dans le cadre de toute instance afin de garantir les droits de SITREVA et d'obtenir, le cas échéant, l'annulation des dispositions du Plan affectant l'activité de SITREVA.

Fait, délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Le Président de SITREVA,

SIGNÉ

Benoît PETITPREZ

Certifié exécutoire le 21 septembre 2018
Compte-tenu de la transmission au représentant de l'Etat
et de la publication,
Le Président de SITREVA,

SIGNÉ

Benoît PETITPREZ

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois suivant la date d'acquisition de son caractère exécutoire.